



Le plan des Jeunes communistes contre la violence

Alors que les faits de violence entre jeunes sont de véritables faits de société, Gabriel Attal fait le choix du populisme et réactionnaire en réduisant la question à un problème "d'autorité". Face à cela, le Mouvement jeunes communistes de France a proposé son propre plan pour lutter réellement contre les violences entre jeunes.

Accompagner et protéger la jeunesse

- Garantir à chaque jeune qui en a besoin un accompagnement social.
- Renforcer les moyens des services de l'Aide sociale à l'enfance.

En finir avec l'exclusion et la pauvreté

- Permettre à chaque jeune de construire son avenir.
- L'augmentation des salaires et la fin de tous les contrats précaires.
- La suppression de la réforme du RSA et de l'assurance chômage qui plongent des milliers de personnes dans la pauvreté.

Un accompagnement éducatif à l'école

- Des moyens dans l'éducation et la suppression de la sélection à l'entrée à l'enseignement supérieur.
- La création d'un véritable service public de l'orientation.
- Des recrutements massifs d'assistants d'éducation.

Faire société, combattre les communautarismes

- Des moyens pour tous les services publics pour que personne ne soit exclu de la République.
- Interdiction des écoles privées hors contrat.
- Refonte de la carte scolaire et fin des

passé-droits.

- Aider au développement des structures d'éducation populaire.

Lutter contre le retour du fait religieux et l'obscurantisme

- Interdiction des comptes de religieux sur les réseaux sociaux qui prônent des discours sexistes, homophobes et



obscurantistes.

- Interdire le financement des cultes par des États étrangers.
- Des moyens dans l'Éducation nationale pour enseigner la laïcité.

En finir avec les trafics

- Des moyens à la hauteur pour démanteler les réseaux internationaux de drogue en s'attaquant aux têtes des réseaux.

- La mise en place d'une police nationale de proximité, dont le rôle doit être tourné vers la prévention.

- S'attaquer aux flux financiers de financement et de blanchiment des trafics, sanctionner les banques complices.

Lutter contre les violences sexistes et sexuelles

- 3 milliards d'euros par an pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- Une véritable éducation à la vie sexuelle et affective.

SAINT-CLOUD Le matin du 1er mai 2024



À notre emplacement habituel, près de chez nous, au carrefour de la Bérengère.

À peine installé, bien avant 8 heures, un monsieur à l'élégance décontractée typique du grand bourgeois nous achète un pot : « Ah, quand je vais dire chez moi que j'ai acheté mon muguet aux cocos ! Je ne suis pas de votre bord, mais je vous apprécie. Vous ne trouvez pas, tout de même, qu'on est menacés par l'Islam ? »

Deux ouvriers en costume de travail, un jeune et un moins jeune, à l'évidence d'origine immigrée, s'arrêtent pour nous acheter des brins, et refusent ma monnaie qu'on veut leur rendre.

Une dame revient sur ses pas après nous avoir acheté son brin de muguet, notre tract à la main, et nous demande qui vote pour les élections européennes, et s'il y a un tour ou deux. Un zemmourien ou lepéniste, je ne sais pas trop, m'agresse verbalement : il me débite à la cadence d'une mitrailleuse (déjà) les mantras de l'extrême droite : les 100 millions de morts, 39, la gauche au pouvoir qui détruit la famille, Cuba, la Chine. La doctrine sociale de l'Église va selon lui beaucoup plus loin que le communisme, et nous à qui il condescend de parler sommes

Suite page 2

Grand âge :

« Le gouvernement est en train de condamner les EHPAD »

Pour répondre aux difficultés financières sans précédent que traversent les maisons de retraite, le gouvernement annonce une nouvelle mesure ponctuelle insuffisante, tandis que près de 9 établissements publics sur 10 sont déficitaires sur l'exercice 2023.

« Nous assistons à une catastrophe humaine », alerte Séverine Laboue, directrice de deux résidences dans le Nord, inquiète pour l'avenir de son secteur, déjà à bout de souffle. Pour faire face à cette crise, d'une ampleur inédite, le gouvernement s'apprête à débloquer une aide d'urgence de 650 millions d'euros, dont 190 millions iront aux structures publiques, via une augmentation de 5 % du forfait soin (et 3 % pour le privé à but lucratif). Ce coup de pouce annoncé par la ministre déléguée aux Personnes âgées, Fadila Khattabi, mardi 23 avril, figurait parmi les revendications émises par la Fédération hospitalière française (FHF), dans une étude publiée la semaine dernière. L'organisme tirait ainsi la sonnette d'alarme quant à la généralisation des problèmes de trésorerie dans les Ehpads publics.

Selon la FHF, 85 % des maisons de retraite publiques devraient contracter un déficit, pour l'exercice 2023, équivalant à un montant d'environ 800 millions d'euros. Déficit qui atteindrait plus d'un milliard en 2024. Un record. Pour rappel, les établissements déficitaires ne représentaient que 47 % du secteur en 2018, soit un manque à gagner de 152 euros par lits, contre 3 850 euros en 2023.

Refusant de contester cette politique du gouvernement la municipalité de Suresnes soutient une gestion toxique vis à vis du personnel.

Muguet 1 er mai suite de la page 1



certainement de braves gens, malheureusement inconscients d'être manipulés par une nomenclature. Je n'en jurerais pas, mais je crois bien qu'à cette heure matinale il sent déjà l'alcool.

Un monsieur très âgé nous parle de Georges Marchais, qu'il dit avoir connu. Il est très heureux du rajeunissement et de la réapparition du PCF.

Un couple avec un enfant ne nous achète rien, mais nous entendons le monsieur expliquer à la fillette la signification de la fête du travail.

Une jeune femme en voiture nous tend un billet de 5 euros par la vitre de son véhicule avant de le garer et de revenir se fournir en muguet : « C'est à vous que je tiens à l'acheter ! »

Une autre, moins de vingt ans, me donne toutes ses pièces jaunes : « En échange de rien, c'est un libre don ».

Un informaticien qui vient de fêter ses 60 ans et voit avec amertume la perspective de la retraite s'éloigner se renseigne sur les listes en présence et ce qui les distingue. Il se dit très tenté par l'abstention et reconnaît avoir « décroché » de la politique au fil des années. Il s'inquiète de la dégradation du débat public, qui dégénère de plus en plus en un combat médiatique où tous les coups semblent permis. « On est en mal de valeurs », dit-il. « J'apprécie que des gens s'engagent, peu importe leur bord, comme vous le faites. C'est la seule façon d'aller de l'avant. »

Plusieurs personnes, notamment des jeunes, semblent préférer le brin de muguet tout simple aux présentations plus sophistiquées. Dans ce contexte politique lourd de menaces, et même dans un bastion conservateur comme Saint-Cloud, la vitalité d'une tradition célébrant le monde du travail est réelle et donne des raisons d'espérer. Même si une hirondelle ne fait pas le printemps.

Jean-Michel Galano

LE PERSONNEL DE LA CHESNAYE LANCE SON *CRIII* DE DESESPOIR

A l'attention de la communauté départementale,
avec l'espoir que la communauté nationale s'en saisisse rapidement

CAR TROP, C'EST TROP

Travailler à la Chesnaye aujourd'hui est anxiogène, angoissant, humiliant et surtout suscite une appréhension sans commune mesure.

Comment répondre aux besoins des résidents devant une telle situation ?
Le bien-être de tous (résidents et personnel) est devenu impossible dans cet établissement dit « médicalisé » !

Des droits de fonctionnaires régulièrement bafoués, jusqu'à l'atteinte à leur dignité :

- Mise au placard, rétention d'information, mise à l'écart...
 - Dégradation, humiliation et tentative de sous qualification d'agents
 - Des visites médicales imposées, dans le seul objectif d'un changement de fonction des agents concernés cela en raison de leur appartenance syndicale et au mépris de la loi... Dans quel état de droit sommes-nous, pour que les agents soient à ce point humiliés et traités ?
 - Vous tentez de museler les agents afin qu'ils obéissent sans condition à vos injonctions, honteuses et illégales.
 - Les droits fondamentaux, tels que : l'information (bilan social, transmission de documents de pilotage de l'établissement...), la reconnaissance du statut des agents, certaines prérogatives liées à la représentation syndicale sont en permanence bafoués.
 - Une ligne directrice de gestion n'en a que le nom !
- Par ruse et abus de pouvoir, nos droits sont systématiquement bafoués. Le calvaire infligé aux employés de la Chesnaye, jour après jour, est innommable.

➤ La vague des départs est continuelle. Le dernier est celui de la cadre de santé, laquelle aura résisté moins d'un an. Honnêtement, il y a quand même un malaise !

Attend-on le suicide d'un agent pour enfin prendre conscience de la situation ?

Madame, vous violez, de manière discriminante, depuis votre prise de fonction, les droits de plusieurs salariés de l'établissement. Le jour viendra où vous rendrez compte. Tenez-vous tranquille. L'humanisme chez vous est inexistant !

Rassemblons-nous massivement

Mercredi 15 mai 2024, à 10 heures,
à l'EHPAD la Chesnaye,
25 route des fusillés de la Résistance - 92150 Suresnes



(Une adresse, renvoyant précisément à notre histoire lors de l'occupation et au courage de ceux qui ont lutté contre l'oppression)

Pour déconcer pour la énième fois l'oppression à la Chesnaye....

Monoprix : les salariés en guerre contre leur nouvelle direction du milliardaire tchèque Daniel Krestinsky,

Ce vendredi 26 avril, les salariés d'une quarantaine de Monoprix en France se sont mobilisés à l'appel de la CGT pour réclamer une prime de participation, qui leur a été pour la première fois refusée cette année, ainsi qu'une hausse des salaires.

Les villes de Suresnes et Saint-Cloud hébergent chacune une succursale de ce groupe commerciale.

A Suresnes rue des Bourets et à Saint Cloud Boulevard de la république.

« Nous n'avons même pas les moyens de faire les courses dans notre enseigne » scandait dans son microphone Alain

Sylvère Tsamas, délégué syndical de la CGT, ce vendredi 26 avril devant les salariés de l'immense Monoprix de deux étages à Nation dans le 20e arrondissement de Paris.

Depuis 7 heures du matin, des centaines de salariés en grève s'étaient réunies devant une quarantaine de supermarchés à travers la France à l'appel de la CGT pour dénoncer la suppression de leur prime de participation. Cette gratification versée annuellement, correspondant en moyenne à un mois de salaire, est toujours très attendue des employés de la chaîne, payés pour la plupart au Smic.

Réductions d'effectifs - 20 à 30 % depuis le Covid », explique la représentante de la CGT qui ne touche pas plus de 1 400

euros par mois à temps plein, malgré son ancienneté. « Cette prime, nous l'attendons toute l'année comme la récompense du travail que nous fournissons correctement malgré tout ». La célèbre enseigne « premium », propriété du géant Casino, de même que Franprix ou Naturalia, a fraîchement rejoint le giron du milliardaire tchèque Daniel Krestinsky, censé redresser le groupe stéphanois qui enregistre une perte nette abyssale de 5,7 milliards d'euros sur l'exercice 2023. C'est ainsi que le nouveau directeur général, et porteur du chantier, Philippe Palazzi a justifié cette prime nulle. Le hic ?

1293 à 3267 postes au sein de l'entreprise.

Lors des négociations, menées courant mars, le deuxième syndicat (après la CFDT), réclamait notamment des rémunérations de 2000 euros brut minimums, n'obtenant qu'une hausse de 1,9 % à 2,2 % pour le statut employé lors de la signature de l'accord le 3 avril. Pour compenser l'interdiction de poser leurs congés pendant la période des Jeux olympiques et paralympiques (JOP), les cégétistes avaient également demandé une prime dédiée à cette réquisition forcée. « Pendant les JO, des millions de touristes vont générer des richesses au détriment de salariés en souffrance », assène Alain Sylvère Tsamas, entouré de ses collègues du magasin de Nation, et de passants solidaires.

Des rassemblements ont été organisés devant plus d'une quarantaine de supermarchés aux lettres rouges. Une délégation de la CGT Monoprix se rendra à la manifestation parisienne du 1er mai pour porter ces revendications. Le boucher en poste depuis 24 ans **est inflexible : « nous ne lâchons rien ! »**

La Section de Suresnes et Saint-Cloud du PCF apporte son soutien au personnel des deux établissements .



Les salariés des supermarchés Casino, auront droit à leur récompense, bien que largement amoindrie. Le coup de tonnerre est intervenu la semaine dernière, dans un climat social déjà très tendu à la suite de NAO (négociations annuelles obligatoires) infructueuses et de l'annonce d'une suppression de

Les villes riches ne veulent pas de solidarité.



Saint-Cloud obtient que le Conseil constitutionnel retoque le système de redistribution fiscale en faveur des villes plus pauvres en ressources financières spécifique à la Métropole du Grand Paris.

Le Conseil constitutionnel a donné raison à la municipalité de Saint-Cloud, qui estimait que le calcul des prélèvements et de redistribution fiscale au sein de la métropole du

Grand Paris, a entraîné une rupture d'égalité entre les communes.

« C'est une grande victoire pour la commune de Saint-Cloud ! » Le maire Éric Berdoati (DVD) ne cache pas un certain triomphalisme après que le Conseil constitutionnel a statué en faveur de l'élu, qui dénonce depuis plusieurs années l'inégalité de traitement entre les communes et territoires membres de la Métropole du Grand Paris. Ce fonds, mis en place en 2012 à l'échelle nationale, a pour but de redistribuer une partie des ressources de certaines collectivités territoriales considérées comme riches au profit de celles jugées moins favorisées.

Ainsi la ville de Saint-Cloud ne respecte toujours pas le niveau de logements sociaux qu'elle devrait accueillir mais en plus elle conteste et pour le moment avec succès, la solidarité intercommunale.

Le 9 juin je vote !



Gauche unie

Pour le monde du travail

LÉON DEFFONTAINES
AVEC FABIEN ROUSSEL



Elections Européennes

En Juin 2024 reprenons la main en France et en Europe avec la liste de gauche

Léon Deffontaines

Avec le PCF je passe à l'action !

_____ **J'adhère au Parti Communiste Français**

_____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**

_____ **Je souhaite recevoir les informations**

générales du PCF



Nom : Prénom :

Adresse

Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com